



## CHAPITRE 77

## CHAPTER 77

Loi modifiant la charte de la Ville-des-Iles-Laval

An Act to amend the charter of the Town of Laval Islands

[Sanctionnée le 17 avril 1946]

[Assented to, the 17th of April, 1946]

Préambule.

**A**TTENDU que J.-Albéric Pariseau, courtier, de la Ville-des-Iles-Laval, Stanislas Leblanc, rembourreur, de la cité de Montréal, et Jules Paquette, instituteur, aussi de la cité de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de la succession de J.-Honorius Pariseau, en son vivant bourgeois, de la paroisse de Sainte-Dorothée, et que ledit J.-Albéric Pariseau, agissant aussi en son nom personnel, ont représenté, par leur pétition:

Que, lors de la constitution en corporation de la Ville-des-Iles-Laval, ils étaient et ils sont encore propriétaires de l'immeuble ci-après décrit, savoir:

"Une île située dans la Rivière-des-Prairies, à l'est et en bas de l'île Bizard, portant le No deux cent trente-sept, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Dorothée, dans le comté de Laval, avec bâtisses dessus construites et déduction faite d'une partie de ladite île vendue à The Canadian Northern Ontario Railway Company;

"Avec en particulier un droit de passage à pied ou en voiture à perpétuité sur le pont existant entre les îles connues sous les Nos deux cent trente-sept et deux cent trente-six auxdits plan et livre de renvoi officiels;

"Avec aussi un droit de passage sur ladite île portant le No deux cent trente-six desdits plan et livre de renvoi officiels,

**W**HEREAS J. Albéric Pariseau, broker, of the town of Laval Islands, Stanislas Leblanc, upholsterer, of the city of Montreal, and Jules Paquette, teacher, also of the city of Montreal, in their quality of testamentary executors of the estate of J. Honorius Pariseau, in his lifetime, gentleman, of the parish of Sainte-Dorothée, and whereas the said J. Albéric Pariseau, acting in his own name, have, by their petition, represented:

That, at the time of the incorporation of the town of Laval Islands, they were and are still proprietors of the immovable hereinafter described, to wit:

"An island situated in the Rivière-des-Prairies, to the east and below Ile Bizard, bearing the No. two hundred and thirty-seven of the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Dorothée, in the county of Laval, with buildings thereon erected and deduction made of a part of the said island sold to the Canadian Northern Ontario Railway Company;

"With in particular a right of way, in perpetuity, on foot or in vehicle over the bridge between the islands known under the Nos. two hundred and thirty-seven and two hundred and thirty-six on the said official plan and book of reference;

"With also a right of way over the said island bearing the No. two hundred and thirty-six of the said official plan and

pour se rendre à la station ou dépôt que la compagnie The Canadian Northern Ontario Railway Company (actuellement Canadian National Railways) a érigée et entretient sur l'île portant ledit No deux cent trente-six desdits plan et livre de renvoi officiels, avec aussi droit de passage à pied ou en voiture, à perpétuité à travers l'île portant le No deux cent trente-six, desdits plan et livre de renvoi officiels, à partir du pont reliant les îles Nos deux cent trente-six et deux cent trente-sept, pour se rendre sur la grève du côté nord de l'île No deux cent trente-six en suivant le côté est de la ligne du chemin de fer jusqu'à un point convenable et le plus proche d'un endroit convenable pour traverser la terre ferme (l'île Jésus);

“Avec enfin un droit de passage à pied ou en voiture à perpétuité sur un pont reliant l'île portant le No deux cent-trente-six à la terre ferme (l'île Jésus), lequel pont était entretenu et devait être entretenu aux frais de deux personnes, MM. Horace Gohier, négociant, de la ville Saint-Laurent et Joseph-Lucien Bigras, négociant, de la cité de Montréal”;

Que l'île portant le numéro deux cent trente-sept appartenant ainsi aux pétitionnaires formait partie d'un groupe de six îles qui sont maintenant comprises dans le territoire de la Ville-des-Iles-Laval, ladite île représentant environ un dixième du territoire de ladite ville;

Que, préalablement à la constitution en corporation de la Ville-des-Iles-Laval, le pétitionnaire, J.-Albéric Pariseau, avait signé la requête faite pour demander la constitution en corporation, mais qu'il avait donné sa signature sous réserve de ses droits et privilèges, entendant par là protéger ses droits de passage et autres plus haut indiqués;

Que la succession de J.-Honorius Pariseau n'a pas signé cette requête;

Que, dans la loi qui constitua en corporation la Ville-des-Iles-Laval (5 George VI, chapitre 82) les droits, privilèges et servitudes actives, possédés par bons titres par les pétitionnaires, n'ont pas été sauvegardés et que, de ce fait, ils ont subi et subissent encore un grand préjudice;

book of reference, in order to reach the station or depot which the Canadian Northern Ontario Railway Company (now Canadian National Railways) has erected and maintains on the island bearing the said No. two hundred and thirty-six of the said official plan and book of reference, with also the right of way on foot or in vehicle, in perpetuity, across the island bearing the No. two hundred and thirty-six of the said official plan and book of reference starting from the bridge connecting the islands Nos. two hundred and thirty-six and two hundred and thirty-seven, in order to reach the beach on the north side of the island No. two hundred and thirty-six by following the east side of the railway line to a convenient point and the nearest to a convenient place to cross the mainland (Ile Jésus);

“With finally a right of way on foot or in vehicle, in perpetuity, over a bridge connecting the island bearing the No. two hundred and thirty-six to the mainland (Ile Jésus), which bridge was maintained and was to be maintained at the cost of two persons, Messrs. Horace Gohier, merchant, of the town of Saint Laurent and Joseph Lucien Bigras, merchant, of the city of Montreal”;

That the island bearing the number two hundred and thirty-seven so belonging to the petitioners formed part of a group of six islands which are now included in the territory of the town of Laval Islands, the said island representing about one-tenth of the territory of the said town;

That, prior to the incorporation of the town of Laval Islands, the petitioner, J. Albéric Pariseau, had signed the petition made for asking the incorporation but that he appended his signature under the reserve of his rights and privileges, intending thereby to protect his rights of way and others above indicated;

That the estate of J. Honorius Pariseau did not sign such petition;

That, in the act incorporating the town of Laval Islands (5 George VI, chapter 82) the rights, privileges and active servitudes, rightly possessed by the petitioners, have not been safeguarded and that, by this fact, they have suffered and still suffer great prejudice;

Que la Législature, dans la loi qui constitue en corporation la Ville-des-Iles-Laval, à l'article 21, détermina, en particulier, ce qui suit:

"21. L'article 429 de ladite Loi des cités et villes, modifié par les lois 19 George V, chapitre 34, article 2, et 23 George V, chapitre 44, article 1, est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 2° le paragraphe 2°a, et après le paragraphe 11° le paragraphe 11°a:

"2°a. Pour construire et entretenir un pont reliant cette partie de la municipalité, connue et désignée comme étant le No deux cent trente-six de la paroisse de Sainte-Dorothée, à l'île Jésus en remplacement de celui qui existe à l'heure actuelle et pour en payer le coût en tout ou en partie à même les fonds généraux de la municipalité ou au moyen d'une taxe spéciale sur les propriétaires d'immeubles situés dans toute la municipalité. Les contribuables de la municipalité de Sainte-Dorothée ne devront dans aucun cas être appelés à contribuer directement ou indirectement à la construction, la reconstruction ou l'entretien de tous ponts érigés et maintenus en vertu des pouvoirs ci-dessus, lesquels ponts seront et demeureront à la charge et sous la juridiction exclusive de la corporation de la Ville-des-Iles-Laval, créée par la présente loi;"

Que la Ville-des-Iles-Laval fit construire en l'année 1941 le pont qui était ainsi prévu dans sa loi la constituant en corporation;

Que, à la suite de la construction dudit pont, la Ville-des-Iles-Laval adopta un règlement, le règlement No 8, en vertu duquel elle a emprunté une somme de quinze mille dollars, pour cette construction, ledit règlement étant autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil sans requérir l'approbation des électeurs propriétaires, conformément au chapitre 112 des Statuts refondus de Québec;

Que, agissant en vertu de ce règlement, la Ville-des-Iles-Laval a ensuite imposé une taxe sur tous les immeubles de son territoire, et en particulier sur l'île No deux cent trente-sept appartenant aux pétitionnaires;

Que les pétitionnaires ont protesté contre l'imposition de cette taxe qui était faite au préjudice de leurs droits acquis

That the Legislature, in the act incorporating the town of Laval Islands, determined by section 21, in particular, as follows:

"21. Section 429 of the said Cities and Towns' Act, as amended by the acts 19 George V, chapter 34, section 2, and 23 George V, chapter 44, section 1, is amended, for the town, by adding, after paragraph 2 thereof, paragraph 2a, and, after paragraph 11 thereof, paragraph 11a:

"2a. To build and maintain a bridge connecting that part of the municipality known and designated as lot number two hundred and thirty-six of the parish of Sainte Dorothée with Ile Jésus, in place of the existing bridge, and to pay the cost thereof in whole or in part out of the general funds of the municipality or by means of a special tax upon the proprietors of immoveables situated in the entire municipality. The ratepayers of the municipality of Sainte Dorothée, shall in no case be called upon to contribute directly or indirectly to the construction, reconstruction or maintenance of any bridge erected and maintained under the powers hereinabove granted; and every such bridge shall be and remain at the charge and under the exclusive jurisdiction of the corporation of the town of Laval Islands created by this act;"

That the town of Laval Islands caused to be constructed in the year 1941 the bridge that was thus contemplated in its act of incorporation;

That, after the construction of the said bridge, the town of Laval Islands adopted a by-law, the by-law No. 8, in virtue of which it borrowed a sum of fifteen thousand dollars for such construction, the said by-law being authorized by the Lieutenant-Governor in Council without requiring the approval of the electors who are proprietors, in accordance with chapter 112 of the Revised Statutes of Quebec;

That, acting in virtue of such by-law, the town of Laval Islands then imposed a tax on all the immoveables in its territory, and in particular on island No. two hundred and thirty-seven belonging to the petitioners;

That the petitioners protested against the imposition of such tax which was made to the prejudice of their acquired rights

et, afin d'éviter des poursuites, ont payé sous protêt cette taxe depuis son imposition jusqu'à ce jour;

Que, d'après les titres de propriété et les droits acquis en faveur de l'île No deux cent trente-sept et de ses habitants, l'imposition d'une taxe pour la construction et l'entretien à perpétuité du pont plus haut mentionné constitue une violation de leurs droits et qu'il y a lieu d'apporter un remède à la situation injuste qui est faite maintenant par la Ville-des-Iles-Laval aux propriétaires de ladite île No deux cent trente-sept et aux pétitionnaires, en particulier;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1941,  
c. 82,  
a. 21a, aj.

**1.** La charte de la Ville-des-Iles-Laval (5 George VI, chapitre 82) est modifiée en ajoutant après l'article 21 de ladite loi le suivant:

Exemption de taxes.

"**21a.** Cependant les propriétaires actuels de l'île No 237, et ceux de leurs descendants qui en seront propriétaires, en tout ou en partie, ainsi que les immeubles leur appartenant, sont et seront à l'avenir exempts de toutes taxes ou contributions quelconques pour la construction et l'entretien du pont prévu dans l'article 21 de la charte de la ville et qui relie l'île No 236 à l'île Jésus.

Perception légalisée.

La ville aura cependant le droit de percevoir et garder les taxes imposées pour les fins ci-dessus et devenues exigibles avant l'entrée en vigueur de la présente loi."

Entrée en vigueur.

**2.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

and, in order to avoid prosecutions, have paid under protest such tax since its imposition until now;

That, according to the titles to property and the rights acquired on behalf of the island No. two hundred and thirty-seven and of its inhabitants, the imposition of a tax for the construction and maintenance in perpetuity of the above-mentioned bridge constitutes a violation of their rights and that there is reason to remedy the unjust situation now created by the town of Laval Islands to the proprietors of the said island No. two hundred and thirty-seven and to the petitioners, in particular;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** The charter of the town of Laval Islands (5 George VI, chapter 82) is amended by adding after section 21 of the said act, the following:

1941,  
c. 82,  
s. 21a,  
added.

"**21a.** Nevertheless the present proprietors of Island No. 237, and those of their descendants who will become proprietor of same, in whole or in part, as well as the immoveables belonging to them, are and shall be in future exempt from all taxes or contributions whatsoever for the construction and maintenance of the bridge contemplated in section 21 of the charter of the town and which connects the island No. 236 with Ile Jésus.

Exemption of taxes.

The town shall however have the right to collect and keep the taxes imposed for the above purposes and which became exigible before the coming into force of this act."

Collection legalized.

**2.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.